L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI 21 AVRIL 1880.

Chaque vue coûtera à l'Hôtelle Monge.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 21 avril.—Température assez modérée, temps particulièrement couvert et pluie probable.

Température du 20 avril 1880

Thermomètre de U. DUBARRY, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 heures du matin	56	13
Midi	74	23
3 P. M.	81	27
9 P. M.	64	20

Statistique météorologique.

Mardi, 20 avril, 9 h. 00 P. M.

Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes:

Augusta, Géo	70	Louisville, Ky.	61
Atlanta	71	Memphis, Tenn	67
Galveston	72	Mobile, Ala	74
Cairo, Ill	65	Nashville	73
Charleston, S. C.	68	New Orleans	78
Cincinnati, O	63	New Orleans, La.	79
Cleveland, Ohio	59	Omaha, Neb	66
Corpus Christi, Texas	82	Pensacola, Fla	77
Dallas, Texas	76	Shreveport, La.	71
Duluth, Minn	53	St Louis, Mo	64
Fort Smith, Ark	73	Vicksburg, Miss	71
Galveston, Tex	77	Vicksburg, Miss	71
Indianapolis, Ind	67	Yankton, D. T	66

Mouvement des coton au-dessous de l'étiage (sauf au plus haut).

Augusta	7 11	Nashville, Tenn	27.02
Cairo, Ill	31.10	New Orleans	1.03
Cincinnati, O	17 04	Omaha, Neb	7.09
Cleveland, O	9.03	Pittsburgh, Pa	5.00
Central, Iowa	9.08	Shreveport, La.	13.06
La Crosse, Wis	7.02	St Louis, Mo	15.02
Louisville, Ky	6 10	St Paul, Minn	5.07
Nashville, Ky	9 07	Vicksburg, Miss	43.09
Memphis, Tenn	34.08	Yankton	3.08

Faits divers du niveau des hautes eaux de 1874.

GEORGE E. HALL,
Lieut Signal Corps. U. S. A.

Mariages, naissances et décès inscrits au bureau de santé dans les dernières vingt-quatre heures.

MARIAGES.—Mme Charles Centrella, un garçon, le 17 avril.
Mme Gus. Yeagel, un garçon, 6 février.

MARIAGES.—E. Deniger à Mlle Louise Roth.
E. W. Tobin à Mlle Leocorie B. Firth.

DÉCÈS.—Charlotte Moody, c., 67 ans, coin des rues Robert et Pitt, native du Maryland.
Louella Williams, c., 7 ans, coin des rues Robert et Commerce.
Jos. McEvoy, Sr., 81 ans, rue St-Charles, près l'avenue Felicity.
Anna D. Todd, 60 ans, 103 rue Malpomène, native d'Irlande.
Ella M. L. Nelson, 3 mois, 659 rue Amour.
Catharine Colgan, 64 ans, 160 rue St-André, native d'Irlande.
Mme C. Morigaud, 62 ans, 177 rue Mandeville, native d'Italie.

Une question d'interdiction.

—On demandait à la cour suprême de renverser le décret qui interdit M. Joseph Dumas.

La demande était fondée sur ce que

1°—La deuxième cour de district n'avait de juridiction ni quant au domicile ni quant à la personne du défendeur;

2°—Si elle avait un cette juridiction, M. Dumas n'a pas été légalement amené devant elle.

L'action avait été instituée par quatre des enfants de M. Dumas, lesquels désolaient que leur père était complètement incapable de prendre soin de lui-même ou de gérer ses biens; que bien qu'à l'époque il fût à Paris, France, son domicile était à la Nlle-Orléans, lieu de sa naissance et de son mariage; qu'il était citoyen des Etats-Unis et de la Louisiane.

Les deux autres enfants de M. Dumas s'opposaient à l'interdiction.

Il ressort des faits présentés à la deuxième cour de district que M. Dumas quitta la Nlle Orléans, avec sa famille, en 1847, et alla s'établir à Paris, où il vécut jusqu'en 1862 ou 1863, époque à laquelle il revint à la Nlle Orléans. Il y resta jusqu'en 1865 et la quitta, *relocis-tatement*, pour Paris. Il vécut à Paris jusqu'en 1879, époque à laquelle commencèrent des procédures dans un but d'interdiction.

Admettant même, dit le tribunal suprême, que la cour ent juridiction, qu'elle pût faire citer le défendeur, son décret ne pourrait pas être exécuté en France sans révision, et, après révision, sans confirmation et vérification par les autorités judiciaires locales constituées. Si ces autorités lui refusaient leur coopération, en l'absence d'un traité quelconque entre les deux pays, la deuxième cour serait dans l'impuissance de faire ordonner son jugement en France, qu'il s'agît de faire enfermer M. Dumas dans une maison de santé, de le mettre sous le contrôle d'une personne désignée de faire administrer ses propriétés de France—même ses meubles—par un administrateur nommé ici et qui eût rempli ici les formalités voulues.

On a essayé de faire interdire M. Dumas par le tribunal compétent de Paris, et, *ex officio*, le tribunal s'y est refusé *ratione personarum*, les parties étant des étrangers. Il n'ignorait cependant pas que les procédures d'interdiction avaient été commencées à la Nlle-Orléans.

"Nous apprenons—continue la cour suprême—que cette décision est attaquée et soumise actuellement à la cour d'appel de Paris. Quelque singulier qu'elle puisse nous paraître, nous n'avons pas à nous occuper de la question de savoir si elle sera maintenue ou renversée à Paris, car nous ne sommes ni appelés ni autorisés à la faire revivre. Si le tribunal de Paris avait rendu un décret interdisant M. Dumas, et si l'on nous demandait l'exécution du décret, nous serions tout d'opinion à exprimer, mais M. Dumas ayant perdu son domicile de la Nlle-Orléans par une absence volontaire continuelle de quatorze années avant le procès,—que la deuxième cour ne pouvait pas faire ester une personne qui demeure non seulement dans un autre district judiciaire, mais dans un pays différent, souverain et indépendant, il est ordonné que le décret qui a motivé cet appel soit renversé et annulé."

Déplorable accident. — M.

Emmanuel Blessey, ingénieur du Capitole—State House—a été victime d'un accident qui aura peut-être des suites fatales.

Hier matin, vers 8 heures, il est monté sur le toit de l'édifice afin d'y examiner—comme il le fait journellement—les deux réservoirs, dont l'un donne sur la rue Toulouse et l'autre sur la rue St.-Louis. Il était accompagné de M. Hortaire Delahoussaye, fils du gardien.

Tandis que M. Delahoussaye examinait le réservoir de la rue St-Louis, M. Blessey se dirigea vers celui de la rue Toulouse; en y arrivant, pour s'assurer de la quantité d'eau qui s'y trouvait, il monta sur une échelle en bois, qui glissa et l'emporta dans sa chûte. L'officier fut entre dans la cour au moment où M. Blessey tombait la tête la première sur le toit d'un petit balcon, à la quatrième de pieds au-dessous de l'endroit où l'échelle s'était détachée.

L'officier courut aussitôt au balcon, retrouva M. Blessey et le transporta sur le balcon de la Chambre des Représentants. Les docteurs Bayon et Fortemps, appelés après du blessé, déclarèrent que les lésions étaient internes et graves.

P. S.—M. Blessey est mort, à deux heures et demie de l'après-midi, au capitole.

Le cadavre a été transporté à sa dernière résidence, rue Baronne, entre les rues Delord et Calliope.

Les funérailles auront lieu cette après-midi à 3 heures.

Instructions aux inspecteurs de santé.—Chacun des inspecteurs a reçu, du président du bureau de santé, les instructions suivantes :

Cesser le recensement jusqu'à nouvel ordre.

Il faut que vous fassiez l'inspection des maisons ainsi rapidement que possible.

Veillez à ce que toutes les nuisances disparaissent.

Ordonnez que toutes les fosses de lieux d'aisance, si elles sont pleines, soient vidées et désinfectées.

Ordonnez que toutes les fosses de lieux d'aisance soient désinfectées au moins tous les quinze jours.

Ordonnez que tous les passages et tous les cours sales soient nettoyés et désinfectés.

Faites savoir au bureau les quantités et les espèces de désinfectants qu'il faut dans votre district.

Faites savoir au bureau quelles quantités des différents désinfectants il vous faudra durant les cinq mois prochains.

Cours de district.—A la deuxième cour, la succession de M. Henry Lockwood, celles de MM. Joseph Henry Lockwood, Alfred Fobrier et Gilbert Dégeorge sont ouvertes.

A la cinquième cour, les décrets suivants sont définendus : contre le Chicago, St Louis and New Orleans Railroad Company; en faveur de M. Dolan pour $180; en faveur de M. John Finney pour $700; en faveur de Thomas L. Hagni pour [illegible].

Dans le procès de M. Francis Mentich contre la Citizens Savings Bank, le juge Lanauze a décrété en faveur du demandeur.

A la sixième cour, dans le procès de M. F. J. J. Martin contre M. Jules Aldige, le juge a refusé le *rule* demandant que Fayral fût déserté.

Dans celui de l'Etat de la Louisiane contre G. W. Randolph, le juge a donné l'exception.

Cours criminelles.—A la Cour criminelle supérieure, George Santelo et Wm. Moore sont acquittés le coup de poignard; John Dismukes et Joseph Spicer sont accusés d'attaque par un officier de police; Harry White et Wm. Smith de port d'armes cachées; Charles Manuel de détournement de fonds.

Le jugement de Jos. Cassard, accusé d'homicide, a été infirmé le 23 du courant. L'inculpé a été mis en liberté après qu'il eut fourni un cautionnement de $3000.

Le jugement de Mortimer Kaser, accusé d'homicide, a été mis à $2 de ce seul.

Le jugement de M. Keenan, accusé de voies de fait, a été renvoyé indéfiniment.

Jos. Sabatie s'est reconnu coupable de port d'armes cachées; il a été condamné à $25 plusieurs d'amende.

A la première cour de district, le ministère public a renoncé à la poursuite de Jules Lemah, accusé d'avoir commis un détournement, le 6 décembre 1879, la vitrine du Dr R. E. Roberts, au No 646 de la rue Magazine. La victime est évaluée à $75.

Le jugement de Jules Bonnaudin, accusé d'attaque et de décharge d'une arme sur M. Gérard a été remis à lundi prochain.

Ben Jones, couleur, a été condamné à dix-huit mois de travaux forcés, pour vol.

Le jury a trouvé Jack Doyle coupable d'assaut.

Le jury ne s'étant pas accordé dans le procès de Louis Hernandez, Joe Rodriguez et Velasco Franch, accusés de tentative de meurtre de Lee, le ministère public a renoncé à la poursuite.

Cour du juge Hiltenberger.—L'interrogatoire de Robert Sullivan ou Nash, accusé d'avoir blessé John Reynolds, a été remis au 23 du courant.

Boyds Lee et George Malcolm ont été condamnés à une amende de $10 ou à vingt jours de prison, pour avoir troublé la paix.

F. F. Kerstner ou Kaiser, accusé d'avoir des objets volés, de les avoir reçus sachant qu'ils avaient été volés, a été envoyé devant la première cour de district. Cautionnement de $500. Le magistrat a, en outre, exigé de lui un cautionnement de $500 pour répondre de sa bonne conduite, un affidavit le disant suspect et dangereux. A défaut de cautionnement, il passera trente jours en prison.

Le juge a condamné Charles Finlay à $5 d'amende ou à dix jours de prison de police, pour décharge d'une arme dans les limites de la ville.

Mme Aleck Johnson était accusée d'insultes; Mme Gustave Rodrigues, qui avait porté la plainte, ne s'étant pas présentée en cour, Mme Johnson a été acquittée.

Le sergent Wilkinson, du troisième precinct, accuse M. George, Geddes, d'avoir assailli et battu M. Jacob Luntzer, le *driver* du car No 92 de la ligne de la rue Esplanade et Levée. Le prévenu a fourni un cautionnement de $500 en attendant l'interrogatoire, qui est fixé au 28 du courant.

Conseil de ville. — Le Conseil a siégé, hier, à midi, sous la présidence du maire Patton. Les administrateurs Behan, Chevalley, Glynn, Collins, Marks et Mealey étaient présents.

La Compagnie du chemin de fer du Fort Espagnol et du Lac a été autorisée à établir une machine à vapeur au Fort Espagnol.

Une ordonnance mettant à exécution la loi 79 du 9 avril 1880 pour l'exécution de l'article 209 de la Constitution, a été adoptée. Il y est déclaré qu'il sera prélevé, une taxe de dix *mills*—et pas davantage—sur les meubles et immeubles situés dans les limites de la Nlle.-Orléans, dans l'année 1880, conformément aux tableaux d'assessement de 1879; que toutes les taxes perçues en vertu de cette ordonnance devront être payées en monnaie légale, mais qu'aucun bon, mandat, coupon ou certificat de dette de la Nlle.-Orléans, aucune réclamation contre la ville ne devront être reçues en paiement de la taxe, de l'intérêt ou des frais.

Le budget de 1880 a été modifié comme suit :

1.	Une taxe de *dix mills* sur un assessement de $91,117,919 57	$911,179 19
2.	Licences	280,000 00
3.	Marchés	225,000 00
4.	Effets à recevoir	9,799 50
5.	Intérêt, impressions et frais de procès	20,000 00
6.	Quais et débarcadères	15,000 00
7.	Droits de lèvées	21,000 00
8.	Amendes et émoluments	10,000 00
9.	Loyers de terrains	4,000 00
10.	Cimetières	1,000 00
11.	Hangars à sucre	6,000 00
12.	Emoluments d'épaves	1,000 00
13.	Locations	2,500 00
14.	Divers	180,000 00
	Total	$1,686,478 69
	Moins 20 0/0 d'après la loi approuvée le 14 février 1879	337,295 78
	Total	$1,349,182 96

Le Conseil a également adopté, pour obéir à la loi 49 de 1880, une ordonnances qui fait aux percepteurs un devoir de recevoir, en paiement des taxes et des *licenses* municipales dues antérieurement au 1er janvier 1879, tous les mandats, *scrips* ou preuves de dettes [validées] de la Nlle-Orléans—excepté les jugements.—Il y est décrété que les taxes imposées par la ville au profit des écoles publiques et dues antérieurement au 1er janvier 1879, devront être payées en monnaie d'écoles ou scrip de toutes les autres années, aussi bien qu'en comptant. La proportion est le taux des années 1877 et 1878 seront de vingt sous par chaque cent piastres d'assessement de chacune de ces deux années.—Les mandats de la police métropolitaine de 1874, 1875 et 1876 seront reçus en paiement des taxes de toutes les années dans le courant desquelles des taxes ont été prélevées en vue du maintien de la police métropolitaine.—Les mandats ou autres preuves de dettes de la ville ne seront pas reçus en paiement de taxes avant que l'administrateur du département des comptes publics les ait examinés et approuvés. La même approbation sera exigée quant aux certificats d'actions et aux mandats métropolitains.

Une résolution de M. Chevalley accordant à M. Voorhies, gardien des archives des notaires, deux chambres qui sont au-dessus des bureaux de l'assistant des hypothèques, a été adoptée.

Le conseil a adopté une résolution du même administrateur demandant l'opinion de l'avocat de la ville sur la durée des fonctions des officiers de la ville, sur l'époque à laquelle expirent les fonctions des administrateurs actuels, et sur la manière dont leurs successeurs devront être choisis. La résolution demande en outre à l'avocat si une élection doit avoir lieu en novembre, et le maire et les administrateurs doivent rester en place jusqu'en 1884 ou si le gouverneur a le pouvoir de nommer leurs successeurs à l'expiration de leurs fonctions.

La demande des citoyens d'Algier a été repoussée. Il s'agissait de l'autorisation concernant les marchés particuliers.

M. Glynn a annoncé qu'à la prochaine séance il présentera une ordonnance remboursant aux contribuables les 5 mills de plus qu'ils ont payés.

Le Conseil s'est ajourné à mardi prochain.

Paragraphes.—La cour suprême de l'Etat, en renversant le verdict du jury qui a déclaré coupable de détournement de fonds M. Edward C. Palmer, président du Louisiana Savings Bank and Safe Deposit Company, et en ordonnant que l'inculpé fût jugé à nouveau, a décidé que les chefs d'accusation ne sont pas conformes à la loi, et qu'un interprétant celle-ci, le magistrat qui préside la cour criminelle supérieure a erré. On sait que M. Palmer avait été condamné à deux ans de pénitencier. Le décret du tribunal suprême lui donne droit à un cautionnement et à une mise en liberté en attendant les nouvelles procédures.

—MM. W. Van Benthuysen, Frank Robert, U. Marinoni, H. Labarre et A. Marques ont été réélus directeurs du Crescent City Railroad Company.

—Les bureaux du secrétaire d'Etat sont maintenant dans la salle qui était réservée à l'orateur de la Chambre des représentants.

—La session d'avril de la cour de circuit des Etats-Unis commence lundi.

—C'est le capitaine Ussen Lowin que le colonel Hardie a chargé d'inspecter les levées, de la Nouvelle-Orléans à la Balize.

—M. Horace Dufour prononcera le discours d'usage au nom des avocats qui ont reçu leurs diplômes à l'Université de la Louisiane.

—Il a été consenti à la sous-trésorerie fédérale, depuis le 25 mars rapport, $446,125 19, dont $5,795 52 pour compte du département du revenu intérieur, $10, en or, $568 85, en argent, et $410, en billets, provenant de la douane, $16,668 47 du bureau de poste, $83,552 85 de différentes sources.

—James Hughes, a été arrêté en sein dans rue Ste-Marie et Remonge et logé à la station de chaîne pendant. Sept Voelker l'homme d'armes complet sur lui. Joseph, à quoi armés.

—Quelques individus ont déchargé des pistolets au coin des rues Casualve et Esplanade.

No 30.] LOI

Pour régler les devoirs du clerk aux minutes de la Cour d'appel et des Cours civiles et criminelles de la paroisse d'Orléans.

Section 1. *Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane*, Que le clerk aux minutes de la Cour d'appel et des Cours de District civiles et criminelles de la paroisse d'Orléans assistera aux séances de la cour pour laquelle il sont nommés et sous le contrôle du juge en chef; gardera des dites cours, gardiennent les minutes de la dite cour, donnèrent les notices, copies des ordres et des *rules* inscrites dans les dites minutes et qui doivent être remises et inscrivent sur les rôles les causes et les procédures et rempliront tels autres devoirs que les dits juges pourront leur assigner.

(Signé) R. N. OGDEN,
Orateur de la Chambre des Représentants.

(Signé) S. D. McENERY,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 10 mars 1880.
(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Copie certifiée :
(Signé) WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 31.] LOI

Prescrivant la manière de changer les limites de paroisse et de transférer les sièges de paroisse.

Section 1. *Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane*, que lorsqu'un tiers des contribuables fonciers d'une paroisse de cet Etat pétitionnera le juri de police pour changer les limites de paroisse ou pour transférer le siège de paroisse, le juri de police ordonnera une élection spéciale dans ce but, après avoir donné avis officiel. La dite élection sera conduite sous les lois d'élection générale de l'Etat et aux colléges électoraux où la dernière élection générale a eu lieu.

Sec. 2. *Il est décrété en outre, etc.*, que le juri de police fera une estimation exacte des frais que doit occasionner le dit changement et la dite estimation sera insérée dans la notice officielle pour le terme de l'élection.

Sec. 3. Qu'il faudra une majorité de tous les votes donnés à la dite élection pour changer le siège de paroisse et le lieu recevant cette majorité sera déclaré être le siège de paroisse. Dans le cas où il n'y aurait de majorité pour aucune localité, alors le juri de police ordonnera une nouvelle élection, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il y ait majorité pour l'une ou l'autre des localités qui auront reçu le plus de voix à la première élection, et celle qui aura reçu le plus grand nombre de votes sera le siège de paroisse.

Sec. 4. Que le cas où la limite doit être changée, la pétition aussi bien que l'ordonnance du juri de police désignement les nouvelles lignes frontières, et les dites lignes seront ainsi établies ; pourvu qu'une majorité des votes donnés dans chaque paroisse affectée soit en faveur du dit changement.

Sec. 5. Que le juri de police fera une promulgation officielle du résultat de toutes les élections ayant eu lieu conformément à cette loi dans les dix jours après la dite élection et prendra des mesures pour mettre à effet tous changements résultant des dites élections aussitôt que possible.

(Signé) R. N. OGDEN,
Orateur de la Chambre des Représentants.
(Signé) S. D. McENERY,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 10 mars 1880.
LOUIS A. WILTZ,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Copie certifiée :
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

Chaussures pour hommes, à l'Etoile Monge.

FÊTE CHAMPÊTRE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE.—Nous rappelons aux membres et à tous les amis de cette société, la plus ancienne et la plus nombreuse de toutes les sociétés françaises, que c'est dimanche prochain 25 avril, que doit être donnée la grande fête champêtre annuelle. La société française de bienfaisance et d'assistance mutuelle, dont le président est M. Jules Bernard, accorde l'assistance médicale, à domicile ou à l'asile, à tous ses membres et à leurs familles, qui représentent une population de cinq à six mille âmes, elle accorde des secours aux veuves et aux orphelins ou aux sociétaires dans le besoin. Pour faire face à toutes ces dépenses, elle n'a que les cotisations des sociétaires et les recettes provenant du bal et de la fête champêtre qu'elle donne annuellement. Tous les sociétaires ont donc intérêt à contribuer au succès de ces deux fêtes qui servent à grossir le budget des recettes.

A un autre point de vue, la fête champêtre de dimanche prochain devrait attirer aux Fair Grounds toutes les familles qui aiment les amusements paisibles et les réunions sociales animées par la vieille gaieté gauloise. Il y aura un programme très varié de jeux, de courses et d'amusements, avec danses, cela va sans dire. Le prix n'est que de 50 cents ; les dames et les enfants entrant gratis avec un cavalier. On trouvera le programme dans nos colonnes.

MATERIAUX de CONSTRUCTION TONNELLERIE, &c.

Tableau de prix fourni et corrigé par L. W. Miller & Co., No 26 Union street. (Nous le publions en anglais pour ne pas nuire à l'exactitude des termes).

CYPRESS, for General Building.

"	Dry	$ 15,00 à $ 20,00
"	Green	40,00 à 75,00
*HARD PINE	Ground Gallery Flooring	14,00 à 16,00
"	Worked	20,00 à 35,00
"	Miscellaneous Flooring	17,00 à 26,00
"	For Cars and Steamboats	11,00 à 35,00
"	Long Dimension, Clear	30,00 à 40,00
"	Dimension, assorted	13,00 à 18,00
"	Mast-sticks, each	60,00 à 125,00
"	Top " "	18,00 à 24,00
"	Cabins " "	14,00 à 16,00
"	Spars and Yards	30,00 à 40,00
*WHITE OAK, Plank—25 to 70 feet, very wide, good quality		35,00 à 40,00
"	12 to 20 feet, very wide, Butt cuts	30,00 à 35,00
"	Square-edged, Cut to Order and Choice	35,00 à 50,00
*BLACK WALNUT Common		120,00 à $150,00
"	Log and Scantling, Choice	60,00 à 80,00
*POPULAR, Common order		20,00 à 25,00
"	Merchantable, Random Lots	10,00 à 18,00
*ASH, Choice, cut to order		35,00 à 45,00
"	Common	10,00 à 15,00
*COTTON WOOD, and gum for Box Lumber		8,00 à 10,00

Window and Sperylegs are in better supply

We quote—Best Louisiana Sycamore :

*CYPRESS, Saw-mill, 4/4 M	
5 (Scribner's Rule)	6,00 à 10,00
4 " "	5,00 à 7,00
*FRAME PINE "	2,50 à 7,50
*FLOOR PINE "	10,00 à 12,00
*BLACK WALNUT	15,00 à 25,00
*COTTON WOOD and other Saw Logs	1,50 à 3,00
*CABIN Log Run, per M. ft	30a à 40
*CYLES RIVERS WHITE OAK, for export, per cut ft	18a à 20a

Mahogany and Cedar for Cigar Box manufacture has been received largely, but the demand is unusually slow. We recommend shippers to send bottom logs, as they will find ready sale at remunerative prices.

Walnut, Ash, Oak, Elm, Cypress and Pine Lumber are in right demand for well-sawed parcels. Red Gum is dull.

Yellow Pine conveyance coming in freely; lower prices are looked for; shippers should be very prudent. We recommend the manufacture of

60 in. Extra Pipe Staves
" Heads.....$120,00 à $140,00 ⌀ M
48 " " .....80,00 à 90,00 " "
40 " " .....70,00 à 75,00 " "

NOTE.—F. O. B. Cars or Steamboat N. O., at quarantine, Mississippi Sound.
F. O. B. New Orleans.
On wharf in New Orleans.

THOS. MARMENT, NEW BASIN.

	Per M feet
Framing Lumber cut to sizes, Pine	$15 à 16 00
Pennsylvania Scantling	18 00
Tongue and Grooved Pine Flooring, 1¼	35 00
" " " " 1	32 00
" " Pine Ceiling, ¾ to 1	30 00
Gallery Flooring, Pine, 1¼	32 00
" " " 1	30 00
" " Cypress, cut to lengths	35 00
Weather Boards, Pine, rough	18 00
" " Dressed	20 00
" " Cypress, rough	20 00
" " " Dressed	25 00
Dressed Shelving, Pine	30 00
" " Cypress	30 00
Drop-8 Bead Ceiling, Pine	30 00
" " Cypress	35 00
Cypress Shingles, 20	$4 50 à 5 00
Cypress Lath	1 75
Shingles, Cypress, 6 inch	10 00
" " 4 inch	7 00

Timber

Size	Sizes	Price	Price
Inches.	Feet.	Right, Right wind'ers, per pair.	Left, Left wind'ers, per pair.
12x12	12 to 20	$1.10	$1.10
12x12	21 to 25	1.15	1.15
12x12	26 to 30	1.20	1.20
12x12	31 to 35	1.25	1.25
12x12	36 to 40	1.30	1.30
12x12	41 to 45	1.35	1.35
12x12	46 to 50	1.40	1.40
12x12	51 to 55	1.45	1.45
12x12	56 to 60	1.50	1.50

Timber and Scantling sizes not given in above table, will be furnished at proportionate prices.

Insurance contre vol de chevaux et de toute espèce à l'Hôtelle Monge.

DÉPÊCHES Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES EUROPÉENNES

FRANCE.

Circulaire de M. de Freycinet.

Paris, 20.—Dans un circulaire aux représentants de la France à l'étranger, on rive d'exposer la politique qu'il a poursuivie vis-à-vis des puissances depuis qu'il a pris la présidence du conseil. M. de Freycinet dit qu'il n'a aucune envie de changer la politique qui a prévalu depuis plusieurs années et qui est ayant tout une politique de paix et de conciliation.

Dans l'affaire Hartmann, le gouvernement n'a dû voir que le côté légal de la question. En ce qui concerne les décrets, la circulaire ne qu'il ne doive réaliser l'abandon de protestation par le gouvernement des missionnaires français ; il déclare que sa collisitude pour les intérêts religieux et le respect des droits individuels n'est affaiblie d'aucune façon.

Vignaux et Slosson.

Paris, 20—Il va y avoir entre Vignaux et Slosson une nouvelle partie en 3000 points.

Prolongation de la loi anti-socialistes.

Berlin, 20—Le Reichstag a adopté la proposition du comité de prolonger la mise en vigueur de la loi anti-socialiste jusqu'au 30 septembre 1884, et n'a pas accepté un plus long espace de temps. Il a été résolu que la classe donnant aux autorités locales le pouvoir de nier le droit de résidence à quiconque a été déjà condamné par elle, ne s'appliquerait pas aux membres du Reichstag ou à d'autres législateurs pendant plusieurs sessions.

Les fournisseurs de l'armée réclament leur argent à la Porte.

Londres, 20.—Une dépêche de Constantinople au Standard dit que plusieurs fournisseurs de l'armée et de la marine sont à aller récemment au palais et ont demandé une entrevue avec le sultan pour obtenir un règlement de comptes. Ils ont été reçus par le chambellan, à qui ils ont déclaré qu'ils étaient ruinés par la Porte et ne pouvaient plus fournir d'approvisionnements.

Comme il n'y a pas d'argent dans le trésor pour faire face à ces dépenses, on craint fort que les approvisionnements de l'armée ne soient suspendus.

La somme due aux fournisseurs dépasse six millions de livres. L'résolution des fournisseurs a produit une grande sensation.

Les soulèvement dans l'Afghanistan — expédition contre les tribus.

Londres, 20—A propos des troubles qui ont lieu actuellement entre Gazziah et Candahar, le vice-roi de l'Inde télégraphie ce qui suit : la nuit du 16 un corps nombreux de Pathay est venu à bout par la force du nombre de la valiante résistance de Dubrah, jusqu'entre Chaman et Candahah occupé par les natifs.

Presque tous les défenseurs ont été tués, y compris le major Waudby, commandant du chemin, qui avait fait halte en cet endroit.

Une bande de Pathay s'est assemblée sur la frontière de Pishin, d'autres bandes ont été dispersées.

Londres, 20—Une dépêche de Caboul au Times dit que les principaux points de la politique du gouvernement, à savoir, le refus de réintégrer Yakoob Khan et la séparation de Candahar, ayant été annoncés à Dostbar, il sera impossible d'abandonner cette situation, sans encourir la plus grande confusion.

Les Berdars ont promis de protéger l'avance de la colonne partie de Caboul pour Ghuznee ainsi que celle de la colonne qui marche sur Candahar.

Un corps de 4000 hommes, sous le ordres du général Ross, est maintenant à Maidan.

Le pays est tranquille et le peuple s'occupe de la culture des champs.

Il n'y a pas de symptôme de nouveaux soulèvements. Il y a beaucoup d'excitation parmi les tribus de la vallée de Kuram, et l'on éprouve beaucoup d'inquiétude dans les stations établies le long de cette vallée.

On annonce des rassemblements de tribus à Jeawa, à 8 milles de Thull. Il y a eu une expédition sur la route entre Thull et Karan. Plusieurs fantassins et autres gens à la suite du camp ont été tués, et des chameaux capturés.

Arrivée de la Constellation.

Londres, 20—La frégate des Etats-Unis la Constellation, venant de New York, avec un chargement de vêtements et de provisions pour les Irlandais mourant de faim, est entrée à Queenstown à 9 heures du matin.

Ratification du traité avec Hawaï.

Berlin, 20—Hier le Reichstag a approuvé le traité de commerce avec Hawaï.

Arrivée du ministre Morgan à Mexico.—Départ de Escobedo pour l'Europe.

Brevet d'invention pour arrêter subitement les chemins de fer.

Mexico, 15.—Le juge Morgan, ministre des Etats-Unis doit arriver ce soir. Le général Escobedo est parti, hier soir, pour Vera Cruz, il s'embarquera sur le vapeur Liverpool pour les Etats-Unis se rendant en Europe.

M. Rodolfo Jacot a demandé un brevet pour une invention qui doit arrêter subitement les chemins de fer.

Tableau du désastre de Marshfield.

St-Louis, 20—La première dépêche de Marshfield a été reçue hier soir, par le Globe Democrate. Elle donne la description suivante de l'ouragan :

Après avoir traversé plusieurs milles dans les comtés Christian, Greene et Webster, détruisant tout sur son passage, l'ouragan s'est abattu sur la ville.

A 6 heures, les témoins disent que le spectacle était effrayant. D'était un nuage noir en forme d'entonnoir, et tournant comme une toupie. Les gens prodigieux rapidité. Les débris étaient des arbres, maisons, les bestiaux, les chevaux, les volailles furent enlevés en l'air et transportés à une grande distance.

Le bruit de la tempête, le craquement des maisons, les cris des gens frappés de terreur, tout cela faisait un tableau effroyable. Une ville de 800 habitants n'est plus qu'un lieu de désolation.

De deux cents bâtisses, il ne reste que vingt, et encore fort endommagées. Des magasins autour de la place publique il ne reste que des tuyaux ; tout les autres ont été complètement dépouillés et détruits ensuite par les flammes.

Vers 3 heures, un train de Springfield a amené environ 300 personnes avec des provisions et des médicaments.

Aussitôt qu'on découvrait un cadavre sous les ruines on lui faisait des funérailles convenables. Les blessés étaient transportés dans la seul bâtiment qui fut encore habitable, l'école publique. Il y a la 50 blessés soignées par de nombreuses femmes de Lebanon et de Springfield.

Les pertes sont évaluées de $350,000 à $400,000. Les 7 huitièmes des 800 habitants, hier encore heureux, de Marshfield, sont sans maison, sans vêtements, sans nourriture, sans moyen de s'en procurer. Le dénuement, les souffrances sont terribles.

L'Association des amis des affranchis.

Philadelphie, 20—Le 17e meeting annuel des amis des affranchis a eu lieu hier. Il y a eu de nombreux discours. Il a été question entr'autres choses du fonds d'un grand intérêt pour eux.

Les affranchis sont très reconnaissants des établissements d'éducation qui leur sont destinés.

M. Joshua Bailey pense qu'il faudrait multiplier les écoles de couleur dans la Virginie et la Caroline du Nord.

Un orateur anglais a dit que Richmond surpassait toutes les villes du Sud pour l'éducation qu'elle donne aux gens de couleur.

Tentative d'évasion.

Boss, Texas, 20 —Environ vingt condamnés poursuivis au pénitencier de l'Etat de Texas, ont essayé de s'échapper. Ils ont assailli la garde à coups de briques. Le chef de la bande a été tué. Aucun prisonnier ne s'est échappé.

Voyage à Rome de l'archevêque de Baltimore.

Baltimore, 20—L'archevêque Gibbons, accompagné des Rév'ds P. Alfred A. Curtis et F. J. Mahanna, est parti pour New-York, en route pour Rome où il va présenter ses respects au Pape et aussi S. E. A New-York, il rejoindra visite au cardinal McCloskey. Il s'embarquera sur le City of Chester, jeudi, pour Liverpool. Hier et ce matin, un grand nombre d'amis, ecclésiastiques et laïques, ont été faire une visite d'adieu au prélat et lui souhaiter un heureux voyage.

WASHINGTON.

CONGRÈS.

Sénat.

M. Wallace, du comité des finances fait un rapport favorable sur le bill pour régulariser le salaire des inspecteurs de nuit des douanes.—Mis à l'ordre du jour.

M. Bayard, du comité de finance, fait un rapport défavorable sur le bill rappelant la partie de la section 3244 des Statuts Revisés qui interdit aux fermiers et aux planteurs de vendre du tabac en feuilles au détail, directement, aux consommateurs, sans taxe spéciale, et ayant pour but de permettre